

Distr.
GENERALE

CERD/SP/48
28 novembre 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

REUNION DES ETATS PARTIES
Quinzième Réunion
New York, 12 janvier 1994
Point 7 de l'ordre du jour

QUESTIONS DIVERSES

Communication du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale à la quinzième Réunion des Etats parties

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général transmet ci-après à la quinzième Réunion des Etats parties une communication adoptée par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale à sa 1012ème séance (quarante-troisième session), tenue le 20 août 1993.

ANNEXE

COMMUNICATION A LA QUINZIEME REUNION DES ETATS PARTIES
(janvier 1994)

Le rapport annuel établi par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale contient un tel volume d'informations que certaines sections importantes risquent d'échapper à l'attention. Dans la lettre d'envoi qu'il a adressée au Secrétaire général, le Comité relève quelques-uns des principaux événements intervenus au cours de l'année. Certains membres du Comité se sont demandé s'il serait utile aux Etats parties que le Comité transmette des communications aux Réunions des Etats parties appelant leur attention sur des questions susceptibles de les intéresser. Si tel est le cas, les Etats parties pourraient inscrire régulièrement à l'ordre du jour de leurs réunions un point consacré aux informations communiquées par le Comité.

A cette occasion, le Comité tient à appeler particulièrement l'attention sur les nouvelles recommandations générales figurant au chapitre VIII de son rapport à l'Assemblée générale (A/48/18). Il recommande à tous les Etats parties d'en tenir compte lors de l'établissement de leurs rapports périodiques.

L'Assemblée générale s'est félicitée de la nouvelle procédure adoptée par le Comité pour suivre l'application de la Convention dans les Etats qui auraient dû présenter leurs rapports périodiques depuis longtemps. Cet examen se fait à partir du dernier rapport soumis. Puisqu'il n'est pas possible de procéder comme le veut le paragraphe 2 de l'article 9 de la Convention lorsqu'un Etat n'a pas présenté de rapport initial, le Comité tient à signaler aux Etats parties que les pays suivants n'ont pas présenté de rapport initial : Libéria (attendu en 1977), Guyana (attendu en 1978) et Suriname (attendu en 1985).

Les Etats parties n'ignorent certainement pas que certains organes créés en vertu d'instruments internationaux ont des groupes de travail de présession qui informent les Etats des questions que le Comité entend examiner avec les représentants qui présentent le rapport périodique. Le Comité envisage d'introduire une telle procédure.

Enfin, le Comité formule l'espoir que tous les Etats parties veilleront à approuver sans délai les propositions d'amendement de la Convention, dont le texte a été communiqué au début de 1993.
